



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 104 - 8 février 1982 PRIX : 2f

dans ce numéro

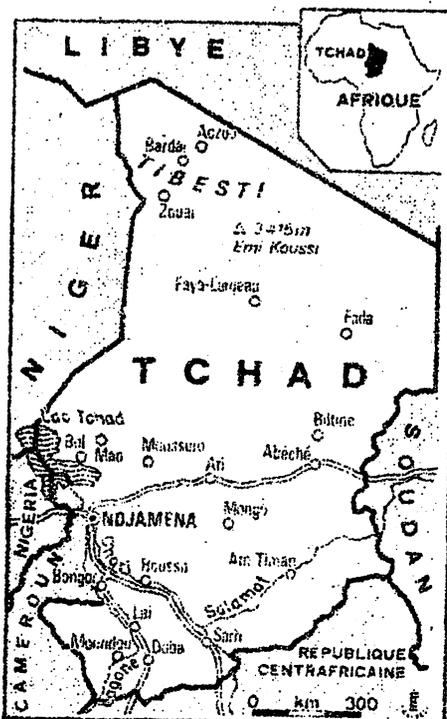
SENEGAL : le PDS et la tenta-  
tion de la mangeoire

MALI : un détournement de  
plus

ALGERIE : les femmes manifes-  
tent contre l'oppres-  
sion etc ...

## TCHAD LES BANDES RIVALES CONTINUENT LEUR GUERRE CRIMINELLE

Sommaire  
au verso



# sommaire

## EDITORIAL : TCHAD

Page 3/4/5 : TCHAD :  
conditions de vie  
désastreuses pour les  
populations

Page 5 : MADAGASCAR :  
drôles de remèdes  
contre l'inflation

Page 6/7 COTE D'IVOIRE :  
des manifestations  
contre le régime

Page 7/8 : SENEGAL :  
le PDS et la tentation  
de la mangeoire

Page 9 : MALI : un dé-  
tournement de plus

Page 10 : CENTRAFRIQUE :  
une attaque contre le  
pouvoir d'achat des  
salariés

Page 11 : GABON : des  
mesures discrimina-  
toires contre les tra-  
vailleurs immigrés

Page 12 : ALGERIE :  
les femmes manifestent  
contre l'oppression

Page 13 : AFRIQUE DU SUD  
l'apartheid assassine  
un syndicaliste

# abonnement

FRANCE : 1 an

.pli ouvert : 24 F

.pli fermé : 48 F

AUTRES PAYS :

.écrire au journal

ADRESSE :

Combat Ouvrier

"pour le PAT"

BP 145

75 023 Paris cedex

Prière de régler les  
abonnements en timbres

# éditorial

## TCHAD : LES BANDES RIVALES CONTINUENT LEUR GUERRE CRIMINELLE

Les FAN semblent modifier considérablement le rapport des forces un an après leur défaite face aux tendances coalisées au sein du GUNT (Gouvernement d'Union Nationale de Transition) aidées par des troupes libyennes. En effet, depuis novembre dernier -date où les soldats libyens ont quitté le Tchad sauf Aouzou- les FAN ont occupé successivement les préfectures d'Abéché, de Biltine et de Faya-Largeau.

Tous ces succès s'expliquent-ils en partie par le soutien de l'impérialisme (notamment américain, paraît-il) et par la complicité de la force interafricaine qui jouerait ainsi le jeu de l'impérialisme ? Peut-être.

Mais le soutien de l'impérialisme et la complicité de la force de l'OUA n'expliquent pas tout. Puisque le GUNT reçoit aussi des armes et bénéficie de la présence de la force interafricaine, en ce sens que les localités où elle se trouve ne sont pas attaquées -pour le moment- par les FAN.

L'avancée militaire des FAN doit donc avoir d'autres raisons plus profondes. Les raisons sont d'ordre politique : le GUNT n'a aucune politique qui pourrait donner le moindre espoir aux populations dont les conditions de vie pauvres sont aggravées par 3 années de guerre. Au contraire, tout comme par le passé, on assiste déjà à des détournement d'"aides" matérielles et financières accordées par l'extérieur. Tout comme par le passé, les soi-disant dirigeants multiplient les courbettes pour chercher des miettes sous la table du maître.

Dans ces conditions, rien d'étonnant si les populations tchadiennes ne sont pas prêtes à se battre pour défendre le gouvernement de Goukouni dont la ressemblance est parfaite avec les régimes pourris précédents. Il n'y a rien d'étonnant si elles ne se sentent pas concernées par la guerre entre mercenaires pour le pouvoir (même si elles en sont les victimes innocentes).

Le GUNT n'a pas de soutien populaire. Il peut être affaibli et même renversé par une opposition militairement plus forte que lui, dans l'indifférence générale des masses.

Mais si celles-ci avaient participé à l'avènement de ce régime, si elles le considéraient comme le leur, elles pourraient, en se mobilisant et en s'armant, résister, voire remporter une victoire sur une armée ennemie fut-elle la plus puissante du monde. C'est ce qu'ont montré, par exemple, la cuisante défaite des USA au Vietnam, ou celle de la France en Algérie, malgré leur haute et puissante technicité militaire.

Donc, dans la situation actuelle du Tchad, la force des FAN vient avant tout de la faiblesse du GUNT qui n'a pas une large base sociale à cause de visages hideux.

Bien sûr à cette raison politique viennent s'ajouter d'autres raisons telles que : les affrontement entre certaines tendances gouvernementales comme cela a été le cas des derniers combats opposant les troupes du ministre de l'Intérieur à celles du ministre des Affaires Etrangères ; le moral des soldats du GUNT qui ne doit pas être bien haut parce que ceux-ci sont irrégulièrement payés et mal nourris.

.../...

Face à un tel gouvernement, au nom du prétendu nationalisme anti-li-byen et peut-être anti-français, il n'est pas impossible que les FAN trouvent un appui auprès de certaines couches sociales, et particulièrement auprès d'une fraction non négligeable de la petite bourgeoisie intellectuelle.

Si les FAN se renforcent de cette façon elles peuvent monter au pouvoir par un coup de force. Sinon le changement du rapport des forces pourra donner lieu à de nouvelles négociations et à une autre solution de compromis.

De toute façon le maintien du gouvernement de Goukouni ou son remplacement par une autre équipe dirigée par Habré ne changera rien quant à la situation des masses travailleuses tchadiennes.

## TCHAD

# CONDITIONS DE VIE DÉSASTREUSES

Depuis l'éclatement de la guerre civile au Tchad, surtout à partir de février 1979, la situation économique et sociale dans ce pays ne cesse de se dégrader : vie chère, difficulté de s'alimenter convenablement, manque de soins dans les hôpitaux, alcoolisme, etc.... Cet état de choses se manifeste non seulement dans les grandes villes comme N'Djaména, Moundou ou Sarh, mais également dans les petites villes et villages.

Ces derniers mois il y a eu plusieurs manifestations de mécontentement de soldats dans le sud, notamment à Sarh et Moundou. Deux raisons essentielles expliquent leur comportement. Après la fuite de N'Djaména, suite aux événements de février 1979, un budget local de 5 212 000 000 F CFA a été mis en place pour les 5 préfectures (Logone occidentale, Logone orientale, Moyen Chari, Tandjilé et Mayo-Kebbi). Les forces armées disposaient à elles seules de plus de 2 milliards, mais le soldat du rang n'en avait pas vu la couleur. Selon la répartition, les soldats qui n'ont pas touché leur paye depuis longtemps devaient recevoir mensuellement une Prime Générale d'Alimentation (PGA) par le Comité Permanent, instance politico-militaire qui dirige les affaires des 5 préfectures ; or cette prime n'est pas versée régulièrement. Seuls les gradés de haut rang s'en sont taillés la part du lion.

La deuxième raison qui explique le mécontentement des soldats provient du détournement de fonds versés par les commerçants pour les soldats des Fronts (Wallia, Kyabé, N'Djaména etc...) ainsi que de la collecte de mil auprès de la population pour l'alimentation de ces soldats. Une grande partie de ce mil a été vendue ou détournée au profit des galonnés.

Les populations du sud semblent sympathiser avec le mouvement des soldats face au comportement arrogant et à l'étalage des richesses de la part des hauts gradés et des membres du Comité Permanent. Mais elles n'approuvent pas du tout les méthodes employées par les soldats : brutalités envers les civils, occupation des "Bar Dancing" etc...

Ainsi, par exemple le 24 décembre 1981, la veille de Noël, les soldats avaient occupé militairement tous les endroits stratégiques de Moundou de 5h à 13h. Durant l'occupation, le marché était interdit, les boutiques sont restées fermées sous peine de "casse". Les soldats entendaient ainsi empêcher la population de préparer la fête tandis qu'eux n'en avaient pas les moyens.

Ce genre de manifestation n'est pas nouveau. Déjà un cas semblable avait été rapporté par l'hebdomadaire local "le Bouclier" daté du 22 mars 81. "A Moundou -le 17 mars- un groupe d'une cinquantaine d'hommes en tenue militaire a fait irruption dans les bars, cassant tout et cognant sur le premier malheureux qui se trouvait dans les lieux." Le journal ajoute : "Selon les auteurs (...) il était question de manifester leur mécontentement parce que la PGA n'était pas versée et que la nourriture manquait depuis deux ou trois jours."

Les militaires de deuxième classe ne sont pas les seules victimes de la situation de guerre que connaît le pays. Les fonctionnaires de l'Etat ne touchent pas régulièrement leur salaire. Par exemple en 1981, ceux de la zone méridionale n'ont touché que deux mensualités sur douze. (Encore que pour la deuxième paye ils n'ont touché que la moitié du salaire) ; d'où cette expression ironique : "demi-salaire égale demi-fonctionnaire".

Les "subsides", somme forfaitaire versée aux fonctionnaires du Sud par le Comité Permanent (5 000 à 20 000 F CFA selon les échelons) pour "tenir" jusqu'à la prochaine paye, n'arrivent pas régulièrement. Les "Anciens Combattants" sont à peu près dans la même situation ; les "retraites" se font attendre.

Mais les soldats veulent agir seuls, sans les "civils", ce qui rend leur mouvement, pourtant légitime, impopulaire.

Même quand la paye arrive, on ne peut rien acheter de bon avec ; parce que quand les commerçants apprennent que les soldats ont touché leur PGA, ou les fonctionnaires leurs subsides ou salaires, ils font monter les prix. Par exemple, le prix du sac de mil de 100 Kg habituellement vendu à 5 000 F passe à plus de 6 000 F. Les autres prix des marchandises : le paquet de sucre (600 F), le litre d'huile (425 F), le Kg de viande avec os (325 F), le poulet vivant (1 500 F), le cabri (7 à 10 000 F) sont augmentés de façon anarchique.

Il n'y a presque pas de contrôle des prix ; dans les rares cas de contrôle les contrôleurs sont vite corrompus, la "conjoncture" aidant. L'augmentation la plus spectaculaire concerne le prix de l'essence : il est porté de 325 à plus de 700 F le litre au moment de la paye. Les transporteurs également augmentent leurs prix. Moundou-Kelo par route (environ 1 000 F) passe à plus de 1 500 F.

Face à la vie chère que font les populations ? Soit elles ne peuvent acheter certaines denrées alimentaires parce que c'est hors de prix comme le poulet ou la viande (parfois elles achètent la viande mais rarement et au détail : 1/4 Kg à 100 F) soit elles se rabattent sur autre chose (poisson séché, au détail).

La vie reste dure pour les petites gens dans la zone méridionale. A N'Djaména, la capitale, la situation n'est guère meilleure. Voici un témoignage sur les prix pratiqués à N'Djaména, publié par "le Bouclier" du 20 Décembre 1981 : "La viande est une denrée rare, le poisson également (...) il faut au moins 300 F pour dix morceaux de viande grillée. Un sac de sorgho se vend facilement 20 à 21 000 F, un poulet 1 750 F."

Ce qui soulage un tout petit peu la vie dure des habitants de N'Djaména, c'est qu'ils ont la possibilité de faire leurs achats à des prix relativement peu élevés à Kouséri ( Cameroun ) même s'il faut encore payer la traversée du fleuve ( aller-retour 100F CFA ). D'autre part, une partie de la population (les réfugiés qui ont leur carte de ravitaillement) reçoivent mensuellement du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) de quoi subsister quelques jours. Par exemple, une famille de trois à six personnes reçoit un sac de sorgho de 50 kg, neuf à dix boîtes de sardines, trois ou quatre sachets de thé, du sel et parfois des couvertures (literie), un à deux paquets de sucre, un litre d'huile...etc. Tout cela n'est qu'un coup d'épée dans l'eau par rapport aux besoins réels en alimentation.

Face à la misère généralisée créée par l'état de guerre civile qui dure, les populations éprouvées n'ont pas encore réagi ensemble, de façon organisée contre les bandes rivales; elles observent pour le moment. Pour elles, la fin de la guerre reste avant tout une affaire de ces bandes armées en guerre. Les populations ne souhaitent qu'une chose, la fin rapide de cette guerre qui fait tant de victimes et qui pousse à l'exil.

En attendant des jours meilleurs, on se débrouille comme on peut : certains " Maï-ro" ( les fuyards de la guerre ) se mettent à la petite culture de mil ou de riz, comme les habitants de la zone méridionale. Au Nord, en particulier à N'Djaména, on se remet au commerce. Les organisations politiques, anciennes ou nouvelles, n'offrent aucune perspective à la population.

## MADAGASCAR

### DROLES DE REMEDES

### CONTRE L'INFLATION

Dans son dernier discours, Ratsiraka a lancé un appel à l'emprunt national, c'est-à-dire qu'il a demandé à ceux qui ont de l'argent disponible, de le prêter à l'Etat. Jusque là il n'y a rien de spécial; presque toutes les administrations du monde le font quand elles ont besoin d'argent.

A Madagascar, le président a invoqué une autre raison. Selon lui, il y a trop d'argent qui dort et cet argent est souvent utilisé à des dépenses de prestige qui font augmenter les prix ou à faire du marché noir et de la corruption.

L'emprunt national est donc le moyen nouveau que le président a trouvé pour lutter contre l'inflation, le marché noir et la corruption : il faut que l'Etat emprunte aux riches.

Pour être plus convaincant - au moins vis-à-vis des riches - Ratsiraka a annoncé que les taux d'intérêts seront bien supérieurs à ceux offerts par les banques. Cet argument, bien palpable, du taux d'intérêt finira peut-être par convaincre les fortunés. Il y a des millionnaires qui ne savent pas quoi faire de leur argent ! Le marché de l'immobilier, de l'automobile de luxe, de la télé ou de la vidéo est florissant.

Bien évidemment, l'emprunt national n'atténuera ni l'inflation ni la corruption.

Mais de toute façon ce n'est pas au Valalabemandry ( masse du peuple ) que Ratsiraka adressait son discours. Non, c'est une manière de rassurer les riches - au cas où ils auraient encore des inquiétudes - c'est une manière de leur dire que le régime ne fera rien contre les fortunés colossales, même s'il y a beaucoup de discours sur la " révolution " ou " la lutte contre les inégalités ".

# CÔTE D'IVOIRE des manifestations contre le régime

Au début du mois de décembre, deux événements ont montré qu'en Côte d'Ivoire, malgré la propagande officielle, les slogans sur la "solidarité nationale" et autres thèmes destinés à endormir les populations, celles-ci supportent de moins en moins les conséquences de la crise.

Le premier événement a eu lieu à Abobogare, une banlieue populaire d'Abidjan, durant la première semaine de décembre. L'affaire a commencé avec l'assassinat d'un chauffeur de taxi par un policier. L'on ignore les raisons de cet acte révoltant. En tout cas, spontanément les habitants du quartier ont décidé une marche sur le centre ville d'Abidjan pour montrer leur colère. Il a fallu l'intervention de l'armée pour disperser la manifestation.

Mais une semaine plus tard, c'est des centaines de chômeurs qui décidaient une marche sur la présidence de la République, pour exprimer leur ras-le-bol du chômage. Selon les informations parues dans la presse, les manifestants ont arrêté leur marche vers la présidence, après avoir reçu l'assurance que le président recevrait une délégation. Le régime a tenu à préciser qu'il s'agissait d'une manifestation de cadres moyens. Peut-être était-ce un moyen de se rassurer et de rassurer les privilégiés ivoiriens. Car une manifestation de cadres a une autre signification pour le régime qu'une manifestation de petits salariés et d'ouvriers. Mais que des cadres au chômage manifestent, cela aussi est significatif. Et encore, ce n'est pas dit qu'il n'y avait que des cadres chômeurs. Car malgré l'habitude que les dirigeants ivoiriens ont de ne considérer que les chômeurs diplômés, le secrétaire général du syndicat officiel a déclaré récemment qu'il y avait 90 500 chômeurs en Côte d'Ivoire, ce qui est bien loin de la réalité.

Si donc apparemment il n'y a aucun lien entre ces deux événements cités, il est à noter que depuis bien longtemps, c'est la première fois que des mouvements spontanés de cette ampleur ont lieu à Abidjan. Ces événements interviennent dans la période où la Côte d'Ivoire, comme la plupart des pays africains, traverse une crise économique aigüe. (Dans nos éditions précédentes, nous avons parlé de la crise et de ses conséquences pour nos pays .)

Or dans ce pays où la corruption, les détournements de deniers publics, la "débrouillardise" sont érigés en mode de vie pour les classes dirigeantes, ceux qui subissent cette crise, ce sont les ouvriers, les petits employés des villes et les paysans pauvres. En témoignent, le nombre élevé de chômeurs - dont les chiffres officiels ne relèvent que des aspects - et surtout le coût de la vie.

Le Kg de viande ( production locale ) de qualité courante coûte 1 000F CFA. Le prix du Kg de riz varie entre 130F ( pour le riz produit sur place ) et 150 à 350F ( pour le riz importé ). Or on sait que dans la plupart des familles, pour une seule personne qui travaille, il y a 5 à 6 bouches à nourrir. Et les salaires, pour les travailleurs de rang varient de 20 000 à 50 000F CFA pour ceux qui peuvent toucher un salaire régulier.

Si donc la crise actuelle devait continuer, des mouvements spontanés comme ceux de décembre pourraient se multiplier, malgré la répression policière et militaire. Mais pour que les luttes à venir ne soient pas des révoltes sans lendemain, pour que le combat des pauvres et des exploités de Côte d'Ivoire ne soit pas utilisé par quelque politicien assoiffé de pouvoir, il faut qu'il y ait des organisations qui représentent les aspirations des pauvres, des opprimés.

Cela dépend certes des travailleurs et paysans pauvres de la Côte d'Ivoire, mais cela dépend aussi des travailleurs qui se trouvent ici dans l'émigration, tout comme cela dépend de ceux parmi les étudiants ivoiriens qui sont sincèrement révoltés par les

inégalités, par l'oppression et l'injustice dont sont les victimes les masses laborieuses ivoiriennes.

C'est en s'engageant résolument dans le combat des pauvres pour un monde débarrassé des injustices et de l'oppression, que tous contribueront à la construction d'organisations politiques des travailleurs et des paysans pauvres, sans lesquelles, on ne peut changer cette société d'exploitation.

## SENEGAL: le PDS et la tentation de la mangeoire

Il y a des remous au sein du Parti Démocratique Sénégalais ( PDS ). Abdoulaye Wade de retour au pays qu'il a quitté pendant 5 mois, après avoir été accusé de collusion avec la Libye, a affirmé : " Nous voulons épurer le parti. Tous les éléments déviationnistes hésitants doivent partir ( ... ). Il n'est donc pas exclu que le nombre des députés se réduise encore. " Que s'est-il donc passé ?

Depuis 1978 le nombre des députés du PDS est passé de 18 à 9. Mamadou Fall dit puritain ( dirigeant syndical ) et Mme Fatou Kane ont été exclus pour " défaillance, activité fractionnelle et collusion avec l'adversaire " ( il s'agit du PS ). 7 autres députés ont démissionné. Par exemple Doudou Ndiaye - avocat de profession et secrétaire national du PDS - a démissionné le 31 décembre. Dans une lettre rapportée par le journal " le Soleil ", il parle de sa " disponibilité entière à toute personne de quelque parti et de quelque origine qu'elle soit en vue de servir la nation et son unité. " Dans une interview quelques jours plus tard, il précise qu' " il y a des hommes comme le président Abdou Diouf et certains autres qui sont dans d'autres partis qui représentent un genre nouveau un nouvel espoir ". En ce moment il doit attendre son cadeau de nouvel an si ce n'est pas déjà fait !

De son côté Papa Kebé, membre fondateur du PDS depuis 74, justifie sa démission par des arguments du genre : " la doctrine du parti est fondée sur le socialisme travailliste. Or maître Wade dit qu'il fait du socialisme et du libéralisme. " Et il précise aussi : " je démissionne du PDS pour reprendre ma place au PS afin de soutenir le président de la République dans son oeuvre difficile de redressement économique et social du pays au profit du peuple sénégalais tout entier ( ... ) !

Les regards implorant que ces politiciens tournent vers le régime Diouf sont bien voyants. Ils en deviennent même indécents. Mais bien évidemment quand il s'agit d'accéder à un bon poste en vue ( qui peut rapporter gros ), il existe beaucoup de gens capables même de vendre au moins une fois leur grand-mère au diable. Plus le pays est pauvre et plus les tentations d'accéder çà ces postes sont pressantes. Car la politique est pour notre classe dirigeante un moyen privilégié pour s'enrichir.

Abdoulaye Wade a suffisamment de clairvoyance quand il affirme qu' " il s'agit de ne pas être les otages du régime qu'on exhibe pour pouvoir dire " voici notre démocratie. " Mais il n'empêche que c'est ce rôle qu'il joue. Le PDS est destiné à jouer le rôle d'opposition parlementaire bien respectueuse des institutions en place en attendant bien sagement d'arriver au pouvoir par le jeu de ce qu'ils appellent " l'alternance ". Mais le hic c'est que cela met du temps.

Ceux qui militent pour leurs idées peuvent tenir des années, mais pas ceux qui font de la politique par arrivisme. Et c'est le cas des dirigeants du PDS.

L'alternance met du temps également dans les pays capitalistes riches, mais en at-  
... / ...

tendant d'arriver au pouvoir, les membres de l'opposition parlementaire ont la possibilité de goûter un peu à la soupe par l'intermédiaire de postes divers ( conseillers, maires, hauts fonctionnaires ... etc... ). Des milliers de gens peuvent attendre ainsi patiemment leur tour d'aller au pouvoir parce que le régime les arrose de quelques places confortables. En France par exemple, Defferre est resté bien longtemps dans l'opposition, mais en attendant d'être à nouveau ministre, il était maire d'une grande ville Marseille. A cette place il gérait un budget municipal de plusieurs millions de FF.

Mais la classe dirigeante sénégalaise ne peut pas se payer ce luxe de pays riche.

Au Sénégal, quand on est secrétaire administratif ou avocat, on peut espérer monter les échelons, mais à condition de ne pas être dans un parti d'opposition. Le seul carburant qui permette aux gens comme Mamadou Fall ou Doudou Ndoye de patienter dans l'opposition c'est l'espoir de participer un jour au pouvoir.

Malgré leur soif de pouvoir ils ont attendu 3 ans sans même avoir la certitude de conserver leur place de députés aux prochaines législatives. Ils préfèrent donc prendre un raccourci vers la mangeoire; leur activité d'oppositionnel parlementaire devenant un atout publicitaire pour se prostituer au meilleur prix. Wade connaît bien la soif de ses troupes puisqu'il prévoit d'autres départs.

Abdoulaye Wade, lui, peut attendre. Il a quand même un poste honorifique de " dirigeant de l'opposition " et reconnu comme tel par tous les présidents.

Diouf disait au journal Jeune Afrique en arrivant au pouvoir : " Certains des militants ( du PDS ) sont partisans de l'alternance démocratique, désireux d'être, comme l'a dit A. Wade lui-même, une opposition de contribution. " Ces paroles-là sentent l'entente quasi-fraternelle. Pour les autres membres du PDS il n'y a pas cette considération et ces honneurs, sauf s'ils quittent bruyamment leur parti pour rejoindre avec autant de bruits le PS.

Dans les pays riches, les partis réformistes, c'est-à-dire ceux qui se contentent de l'action parlementaire, justifient leur existence parce qu'ils peuvent faire croire qu'ils peuvent apporter des changements - même minimes - par la voie légale. Et de toute façon leurs membres touchent quand même des subsides importants.

Dans les pays pauvres comme le Sénégal, les partis d'opposition comme le PDS peuvent peut-être faire croire qu'on peut apporter des changements en respectant les institutions, mais il est plus difficile pour ces réformistes d'attendre des années devant la mangeoire sans succomber à la tentation de rejoindre le régime.

Les moindres problèmes mettent à nu l'inefficacité de l'action parlementaire et rappellent la nécessité de mettre fin à la société actuelle par la voie révolutionnaire.

# MALI

---

## un détournement de plus

Le gouvernement malien avait reçu en 1974 une somme importante de la part des organismes internationaux pour creuser des puits d'eau. Les dignitaires du régime avaient promis de creuser 419 puits. Mais comme d'habitude l'argent a été certainement détourné car au lieu des 419 puits prévus, seuls 123 ont pu être creusés.

Maintenant les dirigeants prétendent qu'il n'y a plus d'argent pour continuer les travaux. Mais même parmi les puits qu'ils ont creusés, certains sont inutilisables parce que les responsables des travaux n'ont même pas demandé l'avis des villageois, ne serait-ce que pour décider de l'endroit où les puits en question devraient être creusés.

Il arrive donc quelque fois que le puits soit creusé en pleine brousse sans même que les villageois soient forcément au courant. L'exemple le plus frappant est celui du puits creusé entre Boutinguine et Nagara. Celui-là est tellement loin des deux villages qu'il est inutilisable par les habitants de ces deux localités. Ce puits ne sert à rien d'autre qu'à embellir le bilan sur les forages effectués.

De toutes façons les paysans maliens en général ne comptent pas sur le gouvernement pour résoudre leurs problèmes. Ils creusent eux-mêmes leurs puits. Certains villageois construisent leur dispensaire ainsi que des écoles pour leurs enfants. Par exemple le village de Teicibye, dans la région de Kayes.

Le gouvernement est non seulement incapable de répondre aux besoins des paysans, mais par dessus le marché, il a le culot de demander aux villageois de payer le personnel médical, de loger gratuitement les enseignants.

Voilà comment les galonnés se comportent vis-à-vis des paysans. Ils détournent l'argent donné par les organismes internationaux destinés à aider les paysans. Ils détournent aussi l'argent des impôts payés par toute la population pour se remplir les poches.

Il est grand temps que les locataires de Koulouba (palais présidentiel) et leurs semblables corrompus soient chassés du pouvoir.

# centrafrique

## UNE ATTAQUE CONTRE LE POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES

Le régime militaire centrafricain vient de découvrir un moyen pour renflouer les caisses de l'Etat. Il a tout bonnement décidé une baisse importante sur les salaires de tous les fonctionnaires, selon les informations.

En contre-partie de cette attaque contre le niveau de vie des 24 000 salariés de la fonction publique, le régime centrafricain propose aux fonctionnaires de faire la journée continue avec une heure de travail en moins par jour. Ainsi, du Lundi au Vendredi, le travail s'arrêterait à 13 H.

Bien sûr, ce serait une bonne chose si les travailleurs centrafricains voyaient leurs horaires réduits sans diminution de salaire. Mais tout cela est un moyen bien commode pour le régime de faire supporter le poids de la crise que connaît le pays à une partie des travailleurs.

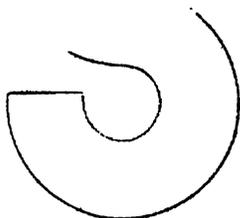
Depuis l'arrivée des militaires au pouvoir, la situation économique et sociale en Centrafrique n'a en effet pas évolué d'un pouce, bien au contraire. Ceux qui exercent une activité salariée touchent irrégulièrement leur salaire. L'insécurité règne dans les quartiers populaires à cause du banditisme.

La corruption gangrène toute la société. Dans les rues de Bangui, les policiers n'hésitent pas à dresser des procès verbaux aux automobilistes pour des infractions imaginaires et font payer des amendes qui atteignent parfois 5 000 F CFA. Généralement ils ne donnent pas de reçu et se contentent d'empocher l'argent.

Les longs discours des militaires sur la corruption, l'assainissement etc... ne sont que pure démagogie. Pour les populations pauvres, la vie sous le régime de Kolingba n'est pas différente de la vie sous Bokassa ou sous Dacko. Dacko lui-même aurait repris du service comme conseiller officieux du même Kolingba qui l'a chassé il y a quelques mois.

Peut-être qu'en prenant ces mesures contre les travailleurs, les militaires espèrent obtenir une aide financière auprès du FMI ( Fonds Monétaire International ) et certains pays comme la France.

Si cela était, ce ne serait qu'une occasion de plus pour certains de se remplir les poches, alors que la majorité de la population vit quotidiennement la misère.



# GABON : des mesures discriminatoires contre les travailleurs immigrés

Au Gabon il y a deux sortes de SMIG : un pour les travailleurs étrangers et un autre, un peu plus élevé, pour les nationaux. Cette discrimination dans les salaires est tout ce qu'il y a de plus officiel.

Le mois dernier, le gouvernement de Bongo a rendu officiel son nouveau barème de salaires. Ainsi, le salaire minimum pour les travailleurs africains non gabonnais est de 35 000 Francs CFA alors que ceux d'origine gabonaise bénéficieront d'une indemnité spéciale qui portera leur salaire minimum à 50 000 F CFA par mois.

D'autre part, au Gabon comme ici en France, les travailleurs étrangers n'ont pas les mêmes droits que ceux du pays. Ceux qui viennent de l'extérieur comme les travailleurs maliens, mauritaniens, sénégalais ou autres, doivent posséder une carte de séjour avant d'obtenir du travail.

Pour rendre la vie des "immigrés" encore plus difficile, Bongo a fait annoncer que "ceux qui ne justifieront pas d'une activité rémunérée" seront expulsés. Chaque mois, il y aura un "recensement" pour découvrir et punir les chômeurs. S'ils sont gabonnais, ils seront punis de "vagabondage"; et s'ils sont étrangers, ils seront purement et simplement expulsés. A cet égard la police accentuera les contrôles de papiers d'identité.

En prenant de telles mesures, Bongo veut faire croire à la population gabonaise, en lui accordant quelques miettes provenant de la manne pétrolière, qu'il défend bien ses intérêts.

Cela alimente la xénophobie et le chauvinisme au sein de la population. C'est une politique criminelle car la xénophobie peut aboutir à une effusion de sang. Cela est déjà arrivée lors d'une rencontre sportive, l'année dernière, entre le Gabon et le Cameroun.

Pourtant s'il y a des "étrangers" au Gabon, ce ne sont certainement pas ceux qui sont venus chercher un emploi pour vivre honnêtement. Les "étrangers" sont les dirigeants de ce régime dictatorial directement au service de l'impérialisme français.

Même si Bongo accorde un salaire un peu plus élevé aux nationaux, ce qu'il défend c'est l'intérêt du capitalisme en opprimant et en exploitant aussi bien les travailleurs gabonnais que les travailleurs non gabonnais.

# ALGERIE

## LES FEMMES MANIFESTENT CONTRE L'OPPRESSION

Récemment, il y a eu deux manifestations de femmes devant l'Assemblée Nationale à Alger. Trois cent cinquante d'entre elles sont allées déposer à l'Assemblée une pétition portant dix mille signatures pour protester contre le projet du " Code de la famille " que l'Assemblée algérienne était en train d'examiner.

Ce projet prévoit de régler la situation de la Femme suivant les aspects réactionnaires de la religion islamique. Autrement dit, elle voulait légaliser une situation qui existe de fait mais n'est pas encore codifiée. Dans ce sens, cela représente un recul par rapport à la situation actuelle.

La femme est traitée toute sa vie comme une mineure. Si elle n'est pas sous la tutelle de son père ou de son mari, elle est sous la responsabilité de son frère, de son oncle ou même de son fils aîné. Dans la maison, c'est elle qui a la charge des travaux ingrats, c'est elle qui s'occupe des enfants. Mais si elle veut travailler en dehors de la maison pour sortir du cercle étroit de la famille elle doit avoir l'autorisation du mari.

En plus elle doit subir la polygamie et la possibilité pour son mari de la répudier à tout moment. L'homme a le droit de se marier à une femme non-musulmane mais elle, elle n'a pas le droit de se marier avec un non-musulman.

C'est pour s'opposer à cette oppression que des étudiantes, des enseignantes et des travailleuses ont participé massivement à ces manifestations. Le fait que des anciennes militantes bien connues de la lutte pour l'indépendance y participent, a donné à ces manifestations une importance que les autorités algériennes étaient loin de prévoir.

Et le gouvernement algérien a reculé en remettant à plus tard ce projet de loi.

L'oppression de la femme algérienne est la même que celle que subissent la plupart des femmes africaines et plus particulièrement là où la religion musulmane est en vigueur.

Le fait que les femmes algériennes aient fait reculer le gouvernement par leur mobilisation est un exemple pour les femmes des autres pays d'Afrique.

---

# AFRIQUE DU SUD

## l'Apartheid assassine un syndicaliste

Un dirigeant régional du Syndicat des Travailleurs Africains de l'Alimentation, détenu depuis le mois de novembre dernier, est mort en prison. Selon les dirigeants du régime, il s'agit d'un "suicide" mais tout porte à croire qu'il a été tout simplement assassiné, comme nombre de militants syndicalistes anti-apartheid l'ont été dans des cas semblables.

Mais cette fois-ci, le responsable syndical en question était un blanc. Il a été emprisonné et assassiné car il a osé s'opposer au régime en organisant un syndicat des travailleurs africains. Sa compagne qui est médecin à Soweto a été également emprisonnée car elle défendait les mêmes idées.

Cela montre que tous ceux qui sont épris de liberté et qui ont le courage d'affirmer leurs idées, qu'ils soient noirs ou blancs, sont réprimés.

Cela montre aussi que le système d'apartheid n'est pas seulement un moyen d'opprimer la population noire. C'est une dictature barbare qui pèse bien sûr plus particulièrement sur la population noire.

Mais c'est avant tout une dictature qui sert à perpétuer l'exploitation capitaliste dans un pays où la majorité de la population est noire et la minorité privilégiée, blanche. Elle s'abat aussi sur les blancs qui osent la contester comme ce syndicaliste assassiné.

# CE QUE NOUS VOUTONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.